

LA FIN DE LA VIE PRIVÉE



L'espionnage économique s'est répandu avec les données numériques: n'importe qui peut obtenir des informations sensibles sur une personne ou une entreprise. Et pour peu qu'il s'assure les services d'un détective privé ou d'un pirate informatique, il éventrera le secret bancaire lui-même! Bilan a enquêté.

Par **David Girod**

Avant la signature d'un contrat ou d'un accord, il est devenu au fil des années des plus naturels de s'informer sur la solvabilité d'un client, la fiabilité d'un fournisseur ou la réputation d'un futur associé. Qui s'est d'ailleurs récemment penché sur des renseignements économiques s'est peut-être étonné de leur teneur et de leur accessibilité.

Avec l'ère informatique, les données se sont multipliées, et cela au détriment de leur sécurité.

Ainsi, une enquête de routine permet aujourd'hui de mettre au jour des informations qui scandaliseraient la personne physique ou mo-

rale concernée. Comme l'occasion crée le larron, tout un chacun est tenté d'abuser de cette facilité de consulter, au point de carrément espionner un individu ou une entreprise. Et quand la malignité arrive dans une impasse, des aides expérimentées volent à son secours. Le détective privé est maintenant efficacement secondé par le pirate informatique, les résultats de leurs investigations étant complémentaires. Mandatez l'un ou l'autre et, pour quelques milliers de francs, vous éventrez jusqu'au secret bancaire!

Bilan a testé pour vous l'effrayante performance de cet espionnage physique et virtuel en collant un limier aux basques d'une personne et un *hacker* au cœur d'une société. Deux cibles précises qui nous ont donné leur accord, à la condition de ne révéler ni leurs noms, ni leurs adresses, pour d'évidentes raisons de discrétion et de sécurité. Comme le montre notre enquête, les résultats sont affolants. ▶

CORINNE SPORREY MONTAGE BILAN/DIDIER BEGUELIN:2DK

SOMMAIRE DOSSIER



LA VIOLATION DE LA VIE PRIVÉE 61-69

Faire le tri dans les informations publiques, se frayer un chemin jusqu'aux dossiers des entreprises ou encore se glisser au cœur du système bancaire? Pour vous renseigner sur un de vos pairs, il vous faut un détective privé.

Comment se protéger 69

Difficile de sécuriser ses données sans nuire à son confort. Les dix conseils de Bilan pour ne pas être une cible trop facile.



L'ESPIONNAGE DE L'ENTREPRISE 71-76

Les informations concurrentielles, comptables et financières ne sont pas à l'abri d'un pirate informatique. Comment l'espionnage économique se glisse-t-il dans une entreprise?

Comment se protéger 76

Des réflexes simples manquent souvent aux collaborateurs. En dix points, Bilan les sensibilise à la vulnérabilité de l'information.

Par **David Girod****COMPTES, E-MAILS, CONSOMMATION**

COMMENT ON VIOLE VOTRE VIE PRIVÉE

Les administrations publiques se font très aimables pour divulguer vos données alors que le secret bancaire n'est même plus à l'abri d'une enquête privée.

« **U**n très beau mariage!, lance cyniquement le détective privé. Des beaux-parents aisés, jouissant d'une retraite dorée sur la riche Côte vaudoise, et un pied-à-terre en ville de Genève. Un beau-papa directeur d'assurances durant de longues années et un beau-frère fondé de pouvoir dans une grande banque. Cela trahit tout de suite un certain milieu social. Mais, bien qu'issue d'une famille modeste, la «cible» n'aura pas à attendre l'héritage de sa femme pour goûter à sa réussite: son dernier revenu imposable approche les 150 000 francs.

Et même si elle ne déclare pas de fortune et vit dans une maison évaluée à 665 000 francs, propriété de sa belle-famille, ses avoirs en banque sont bien garnis. Comptes courants en Suisse, épargne et titres en France, à l'abri du fisc sans doute. Il faut dire que sa carrière est servie par un parcours sans faille: du stage au poste de cadre, ses références sont excellentes. Résultat, une promotion la semaine dernière, légère augmentation de salaire à la clé. Un nouveau poste à Lausanne, où notre cible se rend tous les matins en train. L'InterRegio de 8 h 15. C'est sûr, à se démener avec l'oreillette de son téléphone portable en essayant de se brancher sur la radio, elle s'est vite fait repérer sur le quai de gare!

La discrétion, c'est pas toujours son fort, comme lors de son voyage au sud de la France le week-end dernier: ses mouvements bancaires en disent long sur son shopping. Ah, à propos, voilà le code d'accès de sa carte.» Christian Sideris, ►



«Les fonctionnaires n'ont que très peu de sensibilité pour la protection des données.»

RAINER SCHWEIZER, Commission fédérale pour la protection des données

directeur de l'agence de détectives privés CS Enquêtes, à Genève, ne pavane pas davantage en faisant son rapport. Une enquête «basique», s'excuse-t-il presque. Des résultats sensibles pourtant, mais qu'il n'examine que dans une perspective de sécurisation. En moins d'une semaine, le jeune homme a mis au jour une foule de renseignements surprenants. Mandaté par Bilan, il s'est plié à une enquête-test sur une «cible», qui a auparavant donné son accord. Preuve est faite que la vie privée d'une personne ne résiste pas longtemps au renseignement économique. Plus inquiétant encore, le nombre d'informations que peut recueillir le premier curieux venu avant de recourir à un professionnel. Démonstration.

être divulgués qu'à la personne concernée, un tiers convaincant les tire sans trop de peine de la bouche des préposés (lire l'encadré ci-dessous). Un fait que Rainer Schweizer, président de la Commission fédérale pour la protection des données, déplore. «Les fonctionnaires, surtout préoccupés par la bonne marche de leur service, n'ont que très peu de sensibilité pour la protection individuelle. Ils estiment souvent que, si une information est dans les mains de l'Etat, elle est publique!» Le terrain administratif est ainsi propice au curieux qui voudrait se renseigner sur son voisin. A l'échelon fédéral, on est pourtant bien plus réticent à communi-

quer des éléments qu'au niveau communal. Parfois trop. «Des familles n'obtiennent souvent pas la moindre information sur l'un de leurs membres qui a disparu!» se scandalise par ailleurs Rainer Schweizer, qui ne comprend décidément pas les contradictions du service public. L'administration fiscale illustre bien cette dichotomie: la feuille de taxation est un document hautement confidentiel dans certains cantons, alors qu'il peut être librement consulté dans d'autres. Une licence de détective privé n'est alors pas de trop pour découvrir les aiguilles dans les bottes de foin fédérales, comme le souligne Christophe Friedrich, secrétaire adjoint à la pro-

tection des données du canton de Genève: «Alors que tout le monde se perd dans les services publics, les détectives privés sont formés à s'y retrouver facilement. C'est déjà un avantage extraordinaire!» Un avantage dont ils abusent d'ailleurs, bien que Jo Georges jure par tous les dieux ne jamais quitter la voie de la légalité. «Nous ne faisons pas de faux pas!» insiste-t-il.

AUX CONFINS DE LA LÉGALITÉ... ET AU-DELÀ

Une droiture à laquelle ne croit pas Christian Sideris. «Si l'on s'en tient aux informations réellement publiques, on n'a pas grand-chose», remarque le patron de CS Enquêtes. Evidemment, avant de flirter avec l'illégalité, d'autres méthodes d'investigations peuvent être employées. Pour Jo Georges, la plus fameuse d'entre elles, la filature, sert souvent le renseignement économique: habitudes de consommation et train de vie, aisément observables, trahissent les ressources financières. «Mais ►

DANS LA CONFUSION DES DONNÉES PUBLIQUES

«Le détective privé n'a pas plus de droits que le simple citoyen, déclare Jo Georges. La plupart des informations auxquelles il a accès sont publiques.» Le détective privé séduisant en sait quelque chose. Après avoir roulé sa bosse pendant près de trente ans, il tuyaute ses élèves dans l'école qu'il a ouverte dans la capitale cantonale. «Le tout est de savoir où chercher.» Administration communale, contrôle de l'habitant, office des poursuites ou encore services des automobiles sont autant de lieux de renseignements libres d'accès. Même quand les renseignements ne sont censés

TOUT CE QUE L'ON PEUT SAVOIR SUR VOUS...

... en toute légalité

Des renseignements parfaitement publics permettent de dresser un premier tableau de votre vie privée: votre probable inscription dans l'annuaire téléphonique mène rapidement l'enquêteur amateur à un domicile souvent indicateur de votre situation financière. A partir de là, d'aimables voisins sont ravis de fournir des renseignements sur vos habitudes et votre réputation. Votre commune de domicile renseigne le curieux quant à vos état civil, famille et filiation. Le Contrôle des habitants se montre loquace si le prétexte de la requête est bon, tout comme l'Office des poursuites et le Service des automobiles. Dans certains cantons, l'administration fiscale divulgue même votre avis de taxation durant une période déterminée de l'année! Faire le tour des institutions publiques amène beaucoup de renseignements étonnants au prix de quelques émoluments... Une grossière filature révèle rapidement votre lieu de travail, lequel ouvre largement la porte à une enquête plus approfondie: jalousies et bruits de couloir permettent de remonter rapidement au montant approximatif de votre salaire, à vos compétences, vos ambitions et vos précédents employeurs. Evidemment, une enquête si directe laisse quelques traces sans pour autant être très fiable. C'est pourtant le gagnepain de détectives peu sérieux qui factureront un millier de francs ces renseignements de base.

Le risque:
une plainte pour harcèlement.





«Si l'on s'en tient uniquement aux informations légales, on n'a pas grand-chose.»

CHRISTIAN SIDERIS, directeur de CS Enquêtes

si l'on file quelqu'un sans griller de feux rouges, sans dépasser les limitations de vitesse et sans franchir de double ligne, soit nous nous faisons repérer, soit nous le perdons!» relativise Christian Sideris, sans dénigrer les informations que seule la filature peut amener. Bref, il n'y a guère moyen d'exercer le métier d'espion sans faire quelques entorses à la loi. Ce qui explique pourquoi beau-

coup d'enquêteurs contactés ont refusé de répondre aux questions de Bilan. Pour ne pas attirer l'attention de la justice, murmurent les uns. Pour ne pas attirer l'attention tout court pensent les autres. Car si nombre de détectives fuient la publicité, c'est pour ne pas être découverts dans toute leur incompétence. La profession est en effet minée par une non-réglementation dramatique: en Suisse, de-

vient détective privé qui veut. «La licence se passe comme le permis de conduire», se désole le patron de CS Enquêtes. Résultat, beaucoup de «professionnels» s'inscrivent dans l'annuaire pour arrondir leurs fins de mois avec quelques filatures.

Pour le client, le choix est ainsi difficile, il peut tomber sur le meilleur comme, le plus souvent, sur le pire. Quitte à bricoler, autant alors

le faire soi-même, et à meilleur marché. N'importe qui peut appeler un opérateur, se faire passer pour un tel, et demander les détails de la dernière facture ou faire réacheminer le courrier vers une adresse qui aurait changé. «Cela marche trois fois sur dix, admet le détective genevois. Mais ce n'est pas du tout discret. Les conversations sont souvent enregistrées et la cible apprend rapidement que quelqu'un s'est fait passer pour elle.» Domage. Encore récemment, le système marchait même avec les services téléphoniques bancaires (lire l'encadré ci-contre). Dans une enquête, l'aventure se termine ici pour le simple quidam. Pour un vrai détective, le travail ne fait que commencer.

TOUT CE QUE L'ON PEUT SAVOIR SUR VOUS...

... en flirtant avec les limites

Quelques relations et un peu d'entregent suffisent parfois à dégoter des renseignements sensibles. Là encore, les fonctionnaires s'avèrent assez négligents dans les informations qu'ils laissent filtrer.

La police, notamment, n'est guère avare de ses casiers judiciaires et de ses listes d'amendes. Des simples contraventions aux obscurs démêlés judiciaires, vous convaincrez sans trop de peine une secrétaire d'administration de tout déballer. De grossières usurpations d'identité servent facilement de passe-droits. Les services téléphoniques des entreprises privées sont ici une cible privilégiée. Appeler un opérateur pour connaître le détail des derniers appels d'une personne en se faisant passer pour elle est l'enfance de l'art.

Même les banques et les organismes de crédit tombaient jusqu'à il y a peu dans le panneau. Mais les standardistes sont aujourd'hui mieux sensibilisées à ces malversations et posent des questions préliminaires, comme le montant des dernières transactions par exemple. A moins de posséder les réponses à ces questions, le petit malfrat est vite démasqué.

Un détective avisé obtiendra des informations plus fiables et plus discrètement, pour deux à trois mille francs, renseignements bancaires mis à part. Encore qu'intercepter le courrier ou simplement fouiller les poubelles pourrait facilement combler ces lacunes...

Le risque:

des poursuites civiles, voire pénales.



A L'ASSAUT DU SECRET BANCAIRE

Le renseignement fiable ne s'obtient que par des contacts sûrs au sein des organisations et des entreprises. De la corruption? «Pas aussi souvent que l'on croit, affirme Christian Sideris. Et même de moins en moins: bizarrement, les employés sont plus fidèles et loyaux vis-à-vis de leur entreprise qu'il y a quelques années.» Mais si l'on ne graisse la patte de personne, comment obtenir des informations de première main? Le détective privé n'en dira pas plus, mais suggère un parallèle: «Les policiers rendent souvent service à leur famille...» Autrement dit, il faut être très proche de gens de la place qui vous sont redevables de quelque chose... ►

Des contacts qui s'avèrent précieux dans le milieu bancaire, grand tabou de la profession. «Question finances, je n'entre même pas en matière, s'insurge un détective vaudois qui tient à rester anonyme. Celui qui vous répondra est un malade mental!» Le secret bancaire suisse pèse lourdement dans les esprits et dans la balance de la justice. Un détective zurichois a récemment fini en prison pour avoir glané quelques informations sur un



«Même la police s'intéresse aux informations bancaires que nous trouvons.»

Un détective privé romand, courageux mais pas téméraire.

compte. Aussi, peu d'enquêteurs privés se risquent à mettre leur agence et leur liberté en péril pour s'attaquer

au mythe suisse. Peu également en sont capables. Parmi eux, un détective romand, guère effrayé par la menace

judiciaire, mais qui tient néanmoins à rester anonyme: «Les policiers arrêtent l'un d'entre nous tous les deux ans, pour l'exemple. Le reste du temps, on a la paix. Ils s'intéressent même de près aux informations bancaires que nous trouvons et que nous pourrions leur fournir...» Car si le détective jouit d'une certaine latitude, c'est qu'il renseigne souvent la justice, via les cabinets d'avocats notamment, et fait preuve d'une certaine éthique professionnelle.

Christian Sideris, qui se renseigne systématiquement sur ses mandants, dit avoir refusé bon nombre d'enquêtes: «On m'a même demandé, une fois, d'abattre quelqu'un! Plus généralement, nous refusons de donner des renseignements sur des mineurs, ou des informations qui pourraient de toute évidence servir des fins criminelles. Dans ces cas-là, nous allons jusqu'à dénoncer le mandant à la police.» ►

TOUT CE QUE L'ON PEUT SAVOIR SUR VOUS...

... dans l'illégalité la plus complète

Dans une Suisse qui a fait du secret bancaire son cheval de bataille, les renseignements financiers sont naturellement tabous. La déclaration d'impôts est la plupart du temps tenue secrète et les administrations susceptibles d'aider le fisc sont bâillonnées. Les assurances vieillesse, invalidité ne communiquent même pas entre elles. Heureusement, soupirent la plupart d'entre nous. Mais les informations transpirent souvent au dehors. Un détective expérimenté n'a guère de peine à recouper des documents pourtant confidentiels, notamment judiciaires et policiers. Que beaucoup d'enquêteurs privés soient d'anciens policiers n'y est évidemment pas étranger. Il en est tout autrement en ce qui concerne les informations bancaires. Très peu de détectives acceptent d'enquêter dans ce domaine, strictement illégal. Chaque renseignement est facturé sept à huit mille francs par les «privés» qui s'y risquent... et qui sont capables de les obtenir. Une minorité, dans les deux cas. Pourtant, tout finit par y passer: numéros de comptes, soldes, transactions, portefeuilles de titres, codes d'accès... Quitte à passer dans l'illégalité, un interlocuteur s'avère plus performant, moins dangereux et souvent moins cher que le détective audacieux: le pirate informatique (lire l'encadré en page 75)! Informations bancaires, mais aussi renseignements plus intimes sont accessibles pour quelques dizaines de milliers de francs, pour autant que vous trouviez le bon «pirate à gages» sur l'internet. Imaginez ce que contient un ordinateur personnel et tout ce que l'on fait par son biais...

Le risque:

la prison, sans passer par la case départ.

